

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 13 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETRAD

Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et
Terres d'Escures
45140 BUCY ST LIPHARD

Références : VAT20220618
Code AIOT : 0010007189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2022 dans l'établissement SETRAD implanté Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 BUCY ST LIPHARD. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- Lieu-dit Le Bois de l'Herbault et Terres d'Escures 45140 BUCY ST LIPHARD
- Code AIOT : 0010007189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Les activités du site sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 autorisant la société SETRAD à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard, aux lieux-dits « Le Bois d'Herbault » et « Terres d'Escures »,
- l'arrêté préfectoral du 2 mars 2017 imposant de nouvelles prescriptions concernant l'exploitation en mode bioréacteur, la valorisation du biogaz et le traitement des lixiviats.

- l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

La société SETRAD est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente du 5 mai 2022,
- mesure de la hauteur de lixiviats dans certains puits,
- respect des dispositions réglementaires des articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2017,
respect des dispositions réglementaires de l'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contenu de l'attestation producteurs SPL	Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°	Susceptible de suites	Sans objet
3	NC3 du 26/03/2021 : contrôle qualité perméats	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7	Susceptible de suites	Sans objet
6	Contenu de l'attestation producteurs hors SPL	Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 05/05/2022, article D.541-48-1.II	Susceptible de suites	Sans objet
5	Déchets autorisés	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Contrôle cohérence FIPA	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > III.	Susceptible de suites	Sans objet
8	Protection des ressources	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.1.1.	/	Sans objet
9	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.4.1.	/	Sans objet
11	Lixiviats	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.3.	/	Sans objet
12	Lixiviats	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.6.	/	Sans objet
13	Perméats	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 5.1.	/	Sans objet
14	Perméats	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 5.2.	/	Sans objet
15	Perméats	AP Complémentaire du 02/03/2017, article 5.3.	/	Sans objet
16	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.5.	/	Sans objet
17	Eaux du forage du Crot Larron	Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets interdits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2022
Prescription contrôlée : <p>Les déchets d'ordures ménagères ne sont pas autorisés à être enfouis sur le site.</p> <p>D'une manière générale, les déchets interdits sur le site sont ceux pouvant entraîner des dangers immédiats ou dont la réactivité vis à vis des autres déchets ou de l'eau entraîne des dangers immédiats ou différés. Est interdit l'apport des déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- déchets dangereux définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement ;- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple déchets de laboratoire, etc...) ;- déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;- déchets d'emballages visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement ;- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables ;- déchets dangereux des ménages collectés séparément ;- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;- les pneumatiques usagés ;- les déchets contenant de l'amiante : amiante lié, déchets contenant de « l'amiante-ciment » les revêtements en vinyl-amiante, agrégats contenant de l'amiante de type actinolite, amiante de type chrysotile.
Constats : Conforme.
Observations : Pour rappel, lors de la dernière inspection du 5 mai 2022, cette prescription a fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.
Lors de l'inspection du 3 octobre 2022, trois déchargements ont été contrôlés. Ces trois déchargements provenaient de centres de tri et concernaient des refus de tri. Pour ces trois déchargements, il n'a pas été constaté la présence de déchets interdits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contenu de l'attestation producteurs SPL (service public local)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°
Thème(s) : Actions nationales 2022, Admission des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.</p> <p>Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique, 2° Les papiers graphiques ; 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ; 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique.</p>
Constats : (C1) Absence de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée pour les déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets.
Observations : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la création d'un logiciel informatique "Espace clients VEOLIA" 2022 accessible aux clients de VEOLIA. Ce logiciel en cours de mise en place leur permet de télécharger et remplir leurs attestations. Néanmoins, il n'a pas été possible de vérifier que l'ensemble des producteurs SPL ait bien téléchargé et rempli leurs attestations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NC3 du 26/03/2021 : contrôle qualité perméats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la qualité des perméats
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>À chaque campagne de traitement des lixiviats, l'exploitant réalise un contrôle de la qualité des perméats par un laboratoire agréé avant toute opération d'évaporation.</p>

Un échantillon représentatif est prélevé dans le bassin de stockage des perméats et une mesure de la concentration des paramètres suivants est effectuée :

Paramètres : Valeur limite

pH : Compris entre 5,5 et 8,5

Conductivité : /

Azote global : < 30 mg/l

Matières en suspension total (MEST) : <35 mg/l

Carbone organique total (COT) : < 70 mg/l

Demande chimique en oxygène (DCO) : < 125 mg/l

Demande biologique en oxygène (DBO5) : < 36 mg/l

Métaux totaux* : <15 mg/l

dont Cr : <0,1 mg/l

Cd : <0,2 mg/l

Pb : <0,5 mg/l

Hg : < 0,05 mg/l

Cu : < 0,5 mg/l

Zn : <2mg/l

As : <0,1 mg/l

Cyanures libres : < 0,1 mg/l

Phosphore total : < 10 mg/l

Phénol : <0,1 mg/l

Hydrocarbures totaux : < 5 mg/l

Fluor et composés : <15 mg/l

Composés organiques halogénés en AOX : < 1 mg/l

* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants :

Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al

Les perméats peuvent être injectés dans Punité d'évaporation dès lors qu'ils respectent la valeur limite applicable pour chacun des paramètres figurant le tableau ci-dessus.

Dans le cas où l'analyse fait apparaître un dépassement d'une des valeurs limites, l'ensemble des perméats fait l'objet d'un nouveau traitement par l'unité de traitement ou d'une élimination selon la réglementation en vigueur .

Constats : (C2) Les perméats issus de la campagne de traitement des lixiviats sont envoyés sur l'évaporateur avant d'avoir fait l'objet d'un contrôle de leur qualité.

Observations : L'exploitant a précisé qu'il n'y a pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose. Les nouveaux perméats sont donc mélangés avec les anciens. Il a également indiqué que le prestataire chargé du traitement des lixiviats a une obligation de résultats sur la qualité des lixiviats traités et il réalise des analyses au cours de la campagne de traitement.

Le fonctionnement actuel (une analyse par an, pas d'arrêt du transvap'O pendant la campagne d'osmose, nouveaux perméats mélangés avec les anciens) ne permet pas de réaliser un contrôle de la qualité des perméats avant toute opération d'évaporation.

Les perméats issus de la campagne de traitement des lixiviats sont envoyés sur l'évaporateur avant d'avoir fait l'objet d'un contrôle de leur qualité.

L'exploitant a précisé que la prochaine campagne est prévue en mars-avril 2023 et qu'il ne sollicitera pas une modification des prescriptions compte tenu de l'arrêt définitif du site à la fin du premier trimestre 2024.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2022, article D.541-48-1.II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
Constats : Conforme.
Observations : Le dispositif fixe de contrôle par vidéo des déchargements a été installé par la société DEF Sûreté. Il est opérationnel depuis le 7 octobre 2022. Ce dispositif permet de visualiser la plaque d'immatriculation du véhicule avant le déchargement des déchets et de visualiser les déchets déchargés dans le casier en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchets autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.4.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, déchets autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2022
Prescription contrôlée : Les installations de stockage de déchets ne sont autorisées qu'à recevoir des déchets ultimes au sens du code de l'environnement, et non dangereux au sens du décret n°2002-540 du 18 avril 2002. Les déchets admissibles pour l'enfouissement sur le site de BUCY-SAINT-LIPHARD sont les déchets municipaux et les déchets non dangereux ultimes de toute autre origine, et appartenant aux catégories ci-dessous :- des déchets industriels et commerciaux non dangereux non recyclables ou non valorisables ;- les matériaux de démolition non recyclables ;- les déchets de voiries ;- les refus de tri ; - les déchets de pré-traitement des stations d'épuration urbaines ;- les boues provenant de la préparation d'eau potable ou d'eau à usage industriel, lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial, dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues de station d'épuration urbaines dont la siccité est supérieure ou égale à 30 % ;- les boues et matières de curage et de dragage des cours d'eau et des bassins fortement évolutives lorsqu'elles ne présentent pas un caractère spécial ;- les boues issues de l'industrie ;- les mâchefers (10 01 15) issus de l'incinération des déchets ne contenant pas de substances dangereuses.
Constats : Conforme.
Observations : Les déchets admis à l'enfouissement observés le jour de la visite sont des refus de tri issus d'installations de tri, transit et regroupement de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contenu de l'attestation producteurs hors SPL (service public local)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2022, article R.541-48-4-1°
Thème(s) : Actions nationales 2022, contenu de l'attestation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : (C3) Absence d'attestation du respect des obligations de tri pour les producteurs de déchets n'ayant pas recours au service public local de gestion des déchets.
Observations : L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la création d'un logiciel informatique "Espace clients VEOLIA" 2022 accessible aux clients de VEOLIA. Ce logiciel en cours de mise en place leur permet de télécharger et remplir leurs attestations. Néanmoins, il n'a pas été possible de vérifier que l'ensemble des producteurs hors SPL ait bien téléchargé et rempli leurs attestations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle cohérence FIPA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30 > III.
Thème(s) : Actions nationales 2022, contrôle cohérence FIPA avec contrôle visuel et bon de pesée
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.
Constats : Conforme.
Observations : Pour les trois déchargements contrôlés lors de l'inspection du site, il n'a pas été constaté d'incohérence entre le bon de pesée, les informations contenues dans les fiches d'information préalable à l'admission et les déchets réceptionnés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection des ressources

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En période de sécheresse, l'exploitant prend des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none">- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie,- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'eau utilisée sur le site à raison de 400 m ³ est utilisée principalement pour le réapprovisionnement de la réserve incendie. Le personnel est informé de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau. Le personnel effectue tous les jours un contrôle de la qualité (aspect) des effluents contenus dans le bassin d'eaux pluviales avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.1.9.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des lixiviats dans les casiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Compte tenu de la pente du fond des casiers prévue, d'environ 1%, qui permet le regroupement gravitaire des lixiviats du fond de chaque alvéole au niveau de son regard de pompage le plus en aval, la hauteur de lixiviats au niveau de ce regard de pompage pourra être d'au maximum 60 cm. Ainsi, la hauteur moyenne en fond de chaque alvéole n'excède pas 30 cm.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations classées a procédé par sondage à la mesure de la hauteur de lixiviats dans les puits A1 et A7. Les résultats de ces mesures montrent l'absence de lixiviats dans ces puits. L'inspection des installations classées a consulté le registre sur lequel sont reportées les hauteurs de lixiviats dans les dix-sept puits depuis le début de l'année 2022. Les hauteurs enregistrées sont toutes inférieures à 30 cm.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un premier bassin de stockage (1175 m ³) reçoit les lixiviats bruts, lesquels subissent alors un prétraitement (aération afin d'abattre la charge organique), un second bassin (3760 m ³) prolonge la réaction d'aération, un troisième bassin (1760 m ³) assure enfin la décantation des lixiviats prétraités avant leur expédition en station d'épuration.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Présence d'un bassin d'aération d'un volume de 1175 m ³ et d'un bassin de décantation d'un volume de 1760 m ³ pour les lixiviats et d'un bassin d'un volume de 3760 m ³ pour les perméats issus de l'unité mobile par procédé d'osmose inverse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Lixiviats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de traitement des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une campagne annuelle de traitement d'une durée de 5 semaines environ.
Constats : Conforme.
Observations : La dernière campagne de traitement des lixiviats a été réalisée au printemps 2022. La prochaine campagne de traitement est prévue au cours du premier trimestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Lixiviats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 4.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une comptabilité hebdomadaire des données suivantes : <ul style="list-style-type: none">- volume de lixiviat brut traité- volume de perméat traité- volume de concentrats produits- volume de concentrats évacués.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées, les données suivantes issus de la campagne de traitement des lixiviats de mars 2022 : <ul style="list-style-type: none">- volume de lixiviats bruts traités : 2503 m³- volume de perméats traités (anciens et nouveaux) : 2152 m³- volume de concentrats produits : 350 m³- volume de concentrats évacués : 268 tonnes (en station d'épuration de La Chapelle Saint Mesmin)- volume de concentrats réutilisés sur le site : 80 m³ stockés dans un bassin de 350 m³ (réserve incendie).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Perméats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Conception de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La température de la flamme est mesurée en continu et doit être supérieure à 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 s.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant dispose d'un synopsis sur lequel la température de la flamme est mesurée en continu. L'inspection des installations classées a constaté que celle-ci est supérieure à 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 s.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Perméats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une comptabilité des données suivantes mesurées en continu : <ul style="list-style-type: none">- volume de perméat injecté- volume de biogaz valorisé (par évaporation de perméats) et détruit
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les données suivantes mesurées en continu : <ul style="list-style-type: none">- volume de perméat injecté : 2283 m³- volume de biogaz valorisé (par évaporation de perméats) et détruit :<ul style="list-style-type: none">* volume de biogaz valorisé : 2 578 477 m³* volume de biogaz détruit : 282 197 m³.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2017, article 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques de l'unité d'évaporation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les fumées issues de l'unité d'évaporation sont analysées selon les paramètres et la fréquence définis ci-dessous. Le point de prélèvement des fumées est situé après l'injection des perméats. Fréquence annuelle</p> <p>CO : 150 mg/Nm³ SO₂ : 300 mg/Nm³ HCl : 50 mg/Nm³ HF : 5 mg/Nm³ NO_x : 500 mg/Nm³ Poussières : 40 mg/Nm³ COV non méthaniques : 50 mg/Nm³ H₂S : 5 mg/Nm³ Hg+Cd+Tl : 0,1 mg/Nm³ Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V : 5 mg/Nm³</p>
Constats : Conforme.
<p>Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des fumées issues de l'unité d'évaporation et réalisées par l'APAVE en mai 2022. Les résultats obtenus sont les suivants :</p> <p>CO : 35 mg/Nm³ SO₂ : 292 mg/Nm³ HCl : 1,65 mg/Nm³ HF : 2,29 mg/Nm³ NO_x : 11 mg/Nm³ Poussières : 1,01 mg/Nm³ COV non méthaniques : 0 mg/Nm³ H₂S : 0,21 mg/Nm³ Hg+Cd+Tl : 0,025 mg/Nm³ Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V : 1,66 mg/Nm³</p> <p>L'ensemble des paramètres a été mesuré et l'ensemble des résultats est inférieur aux valeurs limites fixées à l'article 5.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mars 2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux superficielles des Mauves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux superficielles du réseau des Mauves. Des prélèvements sont réalisés tous les ans au niveau du bassin des Sources situé au sud-ouest de la ferme d'Escures sur les paramètres : DBO ₅ , DCO et NH ⁴⁺
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées au niveau du bassin des Sources par EUROFINS en juin 2021. L'ensemble des paramètres a été mesuré et les résultats sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- pH : 7,6- DCO : 9,14 mg/l- DBO₅ : < 3 mg/l- NH⁴⁺ : 0,6 mg/l
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Eaux du forage du Crot Larron

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous réserve de l'accord du propriétaire du forage, l'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux du forage du Crot Larron situé au sud du centre de stockage. Les contrôles sont réalisés une fois par an sur les paramètres DBO ₅ , DCO et NH ⁴⁺
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées sur les eaux du forage par EUROFINS en juin 2021. Les résultats obtenus sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- pH : 6,8- DCO : < 5 mg/l- DBO₅ : < 3 mg/l- NH⁴⁺ : 0,317 mg/l.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet